

C-30

First Session, Thirty-sixth Parliament,
46-47 Elizabeth II, 1997-98

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-30

An Act respecting the powers of the Mi'kmaq of Nova
Scotia in relation to education

First reading, February 6, 1998

C-30

Première session, trente-sixième législature,
46-47 Elizabeth II, 1997-98

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-30

Loi concernant les pouvoirs des Mi'kmaq de la
Nouvelle-Écosse en matière d'éducation

Première lecture le 6 février 1998

THE MINISTER OF INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN
DEVELOPMENT

LE MINISTRE DES AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD
CANADIEN

SUMMARY

This enactment implements elements of an agreement between Her Majesty in right of Canada and certain Mi'kmaq communities in Nova Scotia relating to jurisdiction over education.

SOMMAIRE

Le texte met en oeuvre certains éléments d'une convention conclue entre Sa Majesté du chef du Canada et certaines communautés mi'kmaq de la Nouvelle-Écosse relativement aux pouvoirs en matière d'éducation.

All parliamentary publications are available on the
Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:
<http://www.parl.gc.ca>

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le
réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à
l'adresse suivante:
<http://www.parl.gc.ca>

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-30

PROJET DE LOI C-30

An Act respecting the powers of the Mi'kmaq
of Nova Scotia in relation to education

Loi concernant les pouvoirs des Mi'kmaq de
la Nouvelle-Écosse en matière
d'éducation

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Mi'kmaq
Education Act*.

1. *Loi sur l'éducation des Mi'kmaq.*

Titre abrégé

5

INTERPRETATION AND APPLICATION

DÉFINITIONS ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Definitions

2. The definitions in this section apply in
this Act.

2. Les définitions qui suivent s'appliquent 5
à la présente loi.

Définitions

“Agree-
ment”
« *conven-
tion* »

“Agreement” means the agreement between
Her Majesty the Queen in right of Canada
and the Mi'kmaq Bands in Nova Scotia 10
with respect to education, signed on Febru-
ary 14, 1997.

« bande » S'entend au sens de la *Loi sur les In-
diens*.

« bande »
“band”

« communauté » Bande mentionnée à l'an-
nexe. 10

« communau-
té »
“community”

“band”
« *bande* »

“band” means a band within the meaning of
the *Indian Act*.

« conseil » En ce qui touche une bande ou une
communauté, le conseil compétent aux ter-
mes de la *Loi sur les Indiens*.

« conseil »
“council”

“community”
« *communauté* »

“community” means a band that is named in 15
the schedule.

« constitution » La constitution adoptée, en
matière d'éducation, par le conseil d'une 15
communauté en conformité avec l'annexe
D de la convention.

« constitu-
tion »
“constitu-
tion”

“constitution”
« *constitution* »

“constitution” means a constitution in rela-
tion to education adopted by the council of
a community that is in conformity with the
provisions of Schedule D to the Agreement. 20

« convention » La convention conclue entre
Sa Majesté du chef du Canada et les bandes
mi'kmaq de la Nouvelle-Écosse en matière 20
d'éducation, et signée le 14 février 1997.

« convention »
“Agreement”

“council”
« *conseil* »

“council”, in relation to a band or community,
means the council of the band or communi-
ty as referred to in the *Indian Act*.

« membre » Membre d'une communauté ins-
crit sur la liste de bande tenue en conformité
avec la *Loi sur les Indiens* ou ayant le droit
d'y être inscrit. 25

« membre »
“member”

“member”
« *membre* »

“member”, in relation to a community, means
a person whose name appears on the band 25
list maintained for the community in accord-
ance with the *Indian Act* or who is entitled
to have that name appear on the band list.

« réserve » S'entend au sens de la *Loi sur les
Indiens*.

« réserve »
“reserve”

“reserve”
« *réserve* »

“reserve” means a reserve within the mean-
ing of the *Indian Act*. 30

Legal capacity	3. (1) For the purposes of this Act, a community shall act through its council.	3. (1) Les attributions de la communauté sont, pour l'application de la présente loi, exercées par l'intermédiaire de son conseil.	Rôle du conseil
Majority vote	(2) For greater certainty, paragraph 2(3)(b) of the <i>Indian Act</i> applies in respect of the powers of the council of a community under this Act.	(2) Il est entendu que l'alinéa 2(3)b) de la <i>Loi sur les Indiens</i> s'applique aux pouvoirs 5 dévolus au conseil en vertu de la présente loi.	Majorité des conseillers
Purpose	4. The purpose of this Act is to enable communities to exercise jurisdiction in relation to education, as provided in the Agreement.	4. La présente loi a pour objet de permettre à la communauté d'exercer les attributions qui lui sont conférées par la convention en matière d'éducation. 10	Objet 10
Application of Act	5. This Act applies to every community for which a constitution is in effect.	5. La présente loi s'applique à la communauté tant que sa constitution est en vigueur.	Champ d'application
POWERS AND DUTIES OF COMMUNITIES		ATTRIBUTIONS DE LA COMMUNAUTÉ	
Legislative power	6. (1) A community may, to the extent provided by the Agreement, make laws applicable on the reserve of the community in 15 relation to primary, elementary and secondary education.	6. (1) Dans la mesure prévue par la convention, la communauté peut légiférer, pour application dans sa réserve, en matière 15 d'éducation de niveaux primaire, élémentaire et secondaire.	Pouvoirs législatifs : éducation
Legislative power—post-secondary support	(2) A community may make laws in relation to the administration and expenditure of community funds in support of post-second- 20 ary education, as provided by the Agreement, for members of the community wherever resident.	(2) Elle peut aussi légiférer relativement à la gestion et à l'emploi des fonds dont elle dispose pour aider financièrement, en confor- 20 mité avec la convention, ses membres — où qu'ils résident — en ce qui touche l'éducation au niveau postsecondaire.	Pouvoirs législatifs : aide financière
Programs and services	7. (1) A community shall, to the extent provided by the Agreement, provide or make 25 provision for primary, elementary and secondary educational programs and services for residents of its reserve.	7. (1) Dans la mesure prévue par la convention, la communauté est tenue d'of- 25 frir — directement ou indirectement — aux résidents de sa réserve des programmes et des services en matière d'éducation de niveaux primaire, élémentaire et secondaire.	Programmes et services
Transferability	(2) The educational programs and services so provided must be comparable to programs 30 and services provided by other education systems in Canada, in order to permit the transfer of students to and from those systems without academic penalty to the same extent as students can transfer between those other 35 education systems.	(2) Les programmes et services ainsi offerts 30 doivent être comparables à ceux offerts par d'autres systèmes éducatifs du Canada, afin que les élèves puissent passer d'un système à l'autre sans inconvénients sur le plan scolaire, comme cela peut se faire entre ces autres 35 systèmes.	Transfert
Community education boards	8. A community education board established by the laws of the community may carry out any powers conferred on it by those laws or by resolution of the council acting pursuant 40 to section 7.	8. Le conseil scolaire créé par texte législatif de la communauté peut exercer les pouvoirs qui lui sont conférés soit par ce texte, soit par résolution prise par le conseil de celle-ci pour 40 l'application de l'article 7.	Conseils scolaires

Enactment of laws	9. (1) Laws of a community shall be enacted in the manner provided by its constitution.	9. (1) Les textes législatifs de la communauté sont édictés selon les modalités prévues par sa constitution.	Modalités d'édiction
Publication	(2) The council of a community shall publish a law not later than thirty days after its enactment in a manner that affords a reasonable opportunity to members of the community resident on the reserve to become aware of it.	(2) Le conseil de la communauté veille à ce que ces textes législatifs soient publiés au plus tard trente jours après avoir été édictés et de façon à ce que les membres qui résident dans la réserve puissent en prendre connaissance.	Publication
Public access	(3) The council of a community shall make copies of the laws of the community and of its constitution available at its office for public inspection during normal business hours, and Mi'kmaw-Kina'matnewey shall make copies of the laws and constitutions of all communities available for public inspection at its office during normal business hours.	(3) Le conseil met une copie des textes législatifs et de la constitution de la communauté à la disposition du public pour consultation à son bureau pendant les heures ouvrables. Mi'kmaw-Kina'matnewey fait la même chose à son bureau en ce qui touche les textes législatifs et les constitutions de toutes les communautés.	Consultation publique
Evidence	(4) In any proceedings, evidence of a law of a community may be given by the production of a copy of the law, certified to be a true copy by a person authorized by the community, without proof of that person's signature or official character.	(4) La preuve de tout texte législatif de la communauté peut se faire, dans toute procédure, par la production de sa copie certifiée conforme par la personne autorisée par cette dernière sans qu'il soit nécessaire de prouver la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire.	Preuve par copie certifiée
<i>Statutory Instruments Act</i> not applicable	(5) The <i>Statutory Instruments Act</i> does not apply in respect of the laws of a community.	(5) La <i>Loi sur les textes réglementaires</i> ne s'applique pas aux textes législatifs de la communauté.	<i>Loi sur les textes réglementaires</i>
Corporation established	<p style="text-align: center;">MI'KMAW-KINA'MATNEWEY</p> <p>10. (1) A corporation without share capital to be known as Mi'kmaw-Kina'matnewey is hereby established for the purpose of supporting the delivery of educational programs and services under this Act.</p>	<p style="text-align: center;">MI'KMAW-KINA'MATNEWEY</p> <p>10. (1) Est constitué Mi'kmaw-Kina'matnewey, personne morale sans capital-actions ayant pour mission d'aider les communautés en ce qui touche les programmes et services qu'elles sont tenues d'offrir en matière d'éducation.</p>	Constitution
Directors	(2) The chiefs of the communities are the members of the corporation and together constitute its board of directors, and the board may provide, by by-law or otherwise, for the management and conduct of the affairs of the corporation.	(2) Les chefs des communautés sont les membres de Mi'kmaw-Kina'matnewey et en forment le conseil d'administration. À ce titre, ils sont chargés de la conduite de ses travaux et de ses activités et peuvent notamment prendre des règlements administratifs à cette fin.	Conseil d'administration
Application of <i>Canada Corporations Act</i>	(3) For greater certainty, Part III of the <i>Canada Corporations Act</i> , chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, applies to the corporation and, in the application of section 102 of that Act to the corporation, a	(3) Il est entendu que la partie III de la <i>Loi sur les corporations canadiennes</i> , ch. C-32 des Statuts révisés du Canada de 1970, s'applique à Mi'kmaw-Kina'matnewey, la mention des actionnaires, à l'article 102 de	<i>Loi sur les corporations canadiennes</i>

reference to shareholders shall be read as a reference to directors.

cette loi, valant mention des membres du conseil d'administration.

INDIAN ACT

LOI SUR LES INDIENS

Indian Act not applicable

11. Sections 114 to 122 of the *Indian Act* do not apply to a community or its members.

11. Les articles 114 à 122 de la *Loi sur les Indiens* ne s'appliquent pas à la communauté ni à ses membres.

Non-application

5

AMENDMENT OF SCHEDULE

MODIFICATIONS DE L'ANNEXE

Addition of band to schedule

12. (1) The Governor in Council may, by order, add to the schedule the name of any band of Mi'kmaq in the province of Nova Scotia if the Governor in Council is satisfied that

12. (1) Le gouverneur en conseil peut, par décret, ajouter à l'annexe le nom d'une bande mi'kmaq de la Nouvelle-Écosse dans les cas où il est convaincu que le conseil de cette dernière a autorisé, en conformité avec la 10 convention, la signature de celle-ci pour le compte de la bande et que cette signature a effectivement eu lieu.

Ajout d'une bande

- (a) the council of the band has, in a manner 10 consistent with the Agreement, authorized the Agreement to be signed on behalf of the band; and
- (b) the Agreement has been signed on behalf of the band. 15

Deletion of community from schedule

(2) The Governor in Council may, by order, delete the name of a community from the schedule if the Governor in Council is satisfied that the council of the community has, in a manner consistent with the Agreement, 20 authorized the withdrawal of the community from the Agreement.

(2) Il peut aussi, par décret, supprimer de l'annexe le nom d'une communauté dans les 15 cas où il est convaincu que son conseil a autorisé, en conformité avec la convention, le retrait de l'adhésion de la communauté à ce dernier document.

Modification de l'annexe : suppression

Effective date of amendment

(3) Where the council of a band or community, during the twelve-month period ending on June 30 in any year, authorizes the signing 25 of the Agreement or withdrawal from the Agreement, the amendment to the schedule adding the name of the band or deleting the name of the community shall be made effective on April 1 of the following year. 30

(3) Le décret qui fait suite à toute autorisa- 20 tion donnée par le conseil de la bande ou d'une communauté pendant la période de douze mois qui prend fin le 30 juin d'une année entre en vigueur le 1^{er} avril de l'année suivante.

Entrée en vigueur du décret

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Order

13. (1) Subject to subsection (2), this Act comes into force, or shall be deemed to have come into force, on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

13. (1) La présente loi entre en vigueur ou 25 est réputée être entrée en vigueur, sous réserve du paragraphe (2), à la date fixée par décret.

Décret

Section 10

(2) Section 10 comes into force on a day to 35 be fixed by order of the Governor in Council following adoption by the chiefs of the bands named in the schedule of a resolution for the establishment of Mi'kmaw-Kina'matnewey.

(2) L'article 10 entre en vigueur à la date 30 fixée par décret après la prise, par les chefs des bandes mentionnées à l'annexe, d'une résolution visant la constitution de Mi'kmaw-Kina'matnewey.

Article 10

SCHEDULE
(Sections 2, 12 and 13)

1. Acadia Band
2. Annapolis Valley Band
3. Chapel Island Band
4. Eskasoni Band
5. Membertou Band
6. Pictou Landing First Nation
7. Shubenacadie First Nation
8. Wagmatcook Band
9. Whycomagh First Nation

ANNEXE
(articles 2, 12 et 13)

1. Bande d'Acadia
2. Bande de la vallée d'Annapolis
3. Bande de Chapel Island
4. Bande d'Eskasoni
5. Bande de Membertou
6. Première nation de Pictou Landing
7. Première nation de Shubenacadie
8. Bande de Wagmatcook
9. Première nation de Whycomagh

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Public Works and Government Services Canada — Publishing,
Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition,
Ottawa, Canada K1A 0S9